

04 JUIN 2021



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Eau, Environnement, Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau

**Le directeur départemental des territoires
à**

Affaire suivie par : Johan DUPRET
Tél. : 02.41.86.66.47
johan.dupret@maine-et-loire.gouv.fr

**Premier Tech Horticulture
Le Ciron
49680 Vivy**

réf. : 49-2021-00009

Angers, le 20 mai 2021

Objet : création d'un forage et rebouchage d'un ouvrage existant.

Pour donner suite à votre demande, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le récépissé de déclaration relatif à la création d'un forage, situé sur la parcelle cadastrée section ZN n°01 de la commune de Vivy et au rebouchage de l'ouvrage F2 existant sur la parcelle ZO n°101.

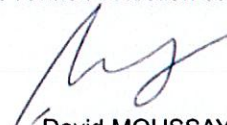
Parallèlement, j'adresse à la mairie de Vivy une copie de votre déclaration et le texte des prescriptions générales. Une copie du récépissé sera affichée, par les soins de l'autorité municipale, pendant un mois à la mairie avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le dossier et le texte des prescriptions générales.

Le présent récépissé autorise la réalisation du forage et son exploitation pour réalisation des pompages d'essais.

Je vous précise que ce récépissé de déclaration ne saurait valoir autorisation au titre d'autres réglementations (urbanisme, monuments historiques, sites) en raison de la règle de l'indépendance des procédures.

Le technicien en charge du dossier demeure à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité Protection et Police de l'eau



David MOUSSAY

Pièces jointes : récépissé et arrêté de prescriptions général relatif à la réalisation de l'ouvrage.

04 JUIN 2021

Service Eau, Environnement, Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Johan DUPRET
Tél. : 02.41.86.66.47
Réf : **49-2021-00009**

RÉCÉPISSÉ DE DECLARATION

Le préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur,

Vu le dossier de demande, déposé le 13 janvier 2021 et complété le 29 mars 2021, par la société Premier Tech Horticulture, relatif à la déclaration de création d'un forage, sur la parcelle cadastrée section ZN n°01 de la commune de Vivy, en substitution d'un forage existant, au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Didier GÉRARD, directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur portant subdélégation de signature en matière administrative à Madame Morgan PRIOL, directrice départementale adjointe des territoires de Maine-et-Loire, et à certains agents de la direction départementale des territoires de Maine-et-Loire ;

Donne récépissé à :

**Premier Tech Horticulture
Le Ciron
49680 Vivy**

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement et lui notifie les prescriptions techniques générales. Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage, ouvrage en vue d'effectuer un prélèvement dans les eaux souterraines	Déclaration	arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables à la création d'un forage et à son exploitation soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du

			code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
--	--	--	---

Caractéristiques principales de l'ouvrage :

- Masse d'eau : Sables et grès libres du Cénomanién unité de la Loire (FRGG122)
- Coordonnées Lambert : X: 467823 Y : 6695603
- Profondeur : 45 mètres
- L'ouvrage F2 existant sur la parcelle ZO n°101 sera rebouché conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent récépissé autorise la réalisation du forage et son exploitation pour réalisation des pompages d'essais.

- En dehors des volumes nécessaires à la réalisation des essais de pompage, **aucun prélèvement n'est autorisé dans l'ouvrage n°49-2021-00009.**
- Au plus tard 2 mois après réalisation des pompages d'essai, un dossier de déclaration relatif aux prélèvements envisagés sur cet ouvrage au titre de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature mentionnée à l'article R.214-1 du code de l'environnement sera déposé auprès du service en charge de la police de l'eau.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

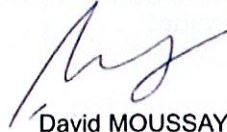
En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à ANGERS, 20 mai 2021

Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité Protection et Police de l'eau



David MOUSSAY